



CONTRE LES ATTAQUES RÉACTIONNAIRES,

RIPOSTE QUEER ET DÉTER

POUR DES PRIDES RÉVOLUTIONNAIRES



RIPOSTE
TRANS, DÉCOLONIE & ANTI

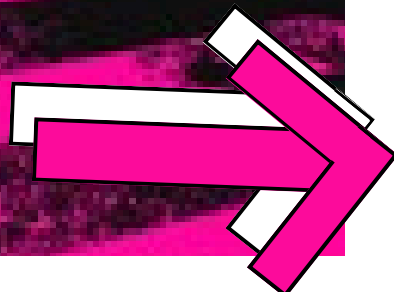
CONTRE LES

ATTAQUES RÉACTIONNAIRES

RIPOSTE QUEER ET DÉTER

**POUR DES PRIÈRES
RÉVOLUTIONNAIRES**

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes



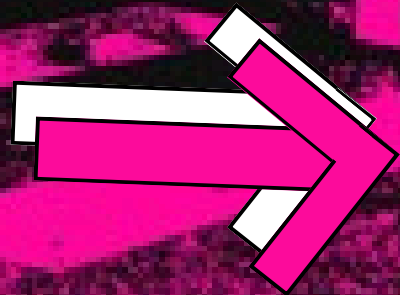
La Pride, un héritage queer et révolutionnaire

La Pride, à l'origine, c'est une **commémoration des émeutes de Stonewall** qui ont débuté le 28 juin 1969 à New York en réaction à des **descentes de police à répétition** dans le Stonewall Inn, bar queer. Ce bar accueillait en particulier **les personnes queers les plus marginalisées** : personnes trans, racisées, travailleuse-s du sexe, jeunes sans-abri, personnes à l'expression de genre non-conforme aux normes, etc. Aujourd'hui, la Pride c'est une fête, mais surtout une **manifestation** : nous ne devons jamais oublier la **portée politique de la joie queer**, surtout dans une période d'attaques contre nos droits et nos libertés.



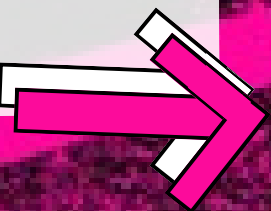
« Nous enterrions nos ami-e-s le matin, manifestations tout l'après-midi et dansions toute la nuit. La fête nous permettait de tenir car c'était pour la fête que nous luttions. »

- citation datant de la crise du SIDA, auteurice incertain-e.



Des attaques réactionnaires de plus en plus nombreuses

Partout, les **attaques queerphobes se multiplient**. Il y a bientôt quatre ans, Aurore Bergé, alors présidente du groupe Renaissance à l'Assemblée Nationale, recevait les militantes "femellistes", retenez transphobes, et d'extrême-droite Dora Moutot et Marguerite Stern. Toutes deux autrices de *Transmania* (2024), un **livre complotiste et transphobe qui leur a donné accès à tous les plateaux télé**. Il dépeint notamment les femmes trans comme des prédateurs. Elles ont ensuite écrit une lettre ouverte fin 2024, adressée à Bruno Retailleau, alors ministre de l'Intérieur, au sujet "des dérives violentes de l'idéologie trans". Dans les médias, qu'ils soient d'extrême droite ou non, on constate une **instrumentalisation à des fins politiques réactionnaires** des parcours de détransition et des paroles de parents désesparés face à la transidentité de leur enfant, quand on n'assiste pas à des **paniques morales transphobes et anti-drag queens**. L'omniprésence de ces discours dans la sphère médiatique **légitime les violences queerphobes** et met donc directement en **danger** les personnes LGBTQIA+.



Des attaques réactionnaires de plus en plus nombreuses

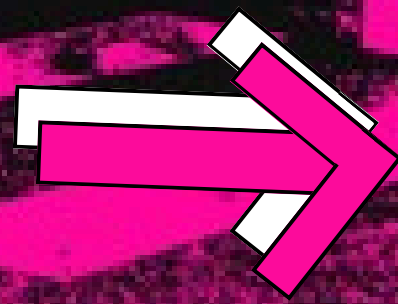
Ces attaques médiatiques existent dans un **contexte politique de transphobie et d'homophobie d'État**. En effet, si aujourd'hui l'homosexualité est plus acceptée qu'il y a 10 ans, **de nombreux membres du gouvernement actuel ont milité contre le mariage homosexuel et la PMA au sein de la Manif pour tous**. Et quand bien même l'homosexualité est plus normalisée aujourd'hui, il n'empêche qu'elle est **lissée** pour ne pas trop déranger : **sont tolérés des hommes cis**, qui n'exposent pas trop leur vie de couple ou leur identité, des **"bons homosexuels"** aux yeux de l'État bourgeois.



Des attaques réactionnaires de plus en plus nombreuses

En parallèle, on constate une **offensive transphobe dans des propositions de lois**. Notamment, celle du groupe Les Républicains **interdisant l'accès à un traitement hormonal et opération de réassignation pour les mineur-e-s trans** ayant été adoptée par le Sénat, le 28 mai 2024. Ce texte porte atteinte au droit à la santé des mineur-e-s trans et crée un **précédent dangereux d'interdiction de transition médicale**.

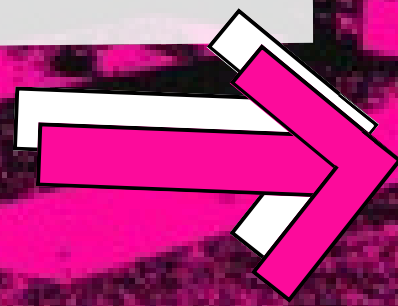
Également, si le droit à l'avortement a été constitutionnalisé en 2025, les **hommes trans et les personnes non-binaires, eulleux, en sont exclu-e-s**. Enfin, à partir du 1er mars 2026, le gouvernement Lecornu a **restreint encore l'accès aux transitions administratives**. Les personnes trans doivent désormais s'acquitter d'une **contribution de 50€** pour une **demande de changement d'état civil** au tribunal administratif.



Des attaques réactionnaires de plus en plus nombreuses

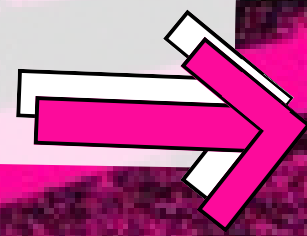
Aux États-Unis, après l'élection de Donald Trump, de nombreuses personnes trans se sont vues **retirer leur passeport sous prétexte de non-correspondance des papiers administratifs**, peu importe les démarches déjà faites auparavant. Depuis cette année, les personnes trans peuvent être **légalement fichées et « neutralisées » car accusées « terroristes »** au même titre que l'antifascisme. On assiste concrètement à un **génocide trans**.

Dans le même temps, les États-Unis ont **supprimé leur contribution de 50 milliards d'euros à l'ONUSIDA**. Il s'agit d'une offensive économique et financière **antiqueer et raciste**, dans un contexte où le Sud global est fortement touché par le VIH. Et **notre gouvernement leur emboîte le pas en réduisant à son tour son engagement dans la lutte contre le sida**, avec une baisse d'environ 58 % de sa contribution, soit près d'un milliard d'euros.



La psychiatrie des personnes queers

Jusqu'en 1991, dans le domaine psychiatrique, **l'homosexualité était considérée comme une maladie mentale**, et de même pour **la transidentité jusqu'en 2019**. Encore aujourd'hui, alors même que ce n'est plus une obligation légale, de nombreux médecins exigent des personnes trans d'avoir un **suivi psy pour pouvoir transitionner**. Plus globalement, les personnes queers sont régulièrement **renvoyé-e-s à la folie** : narcissiques, hystériques, instables, etc. Dans ce contexte, la psychiatrie est un **outil de contrôle social** de ce qui est considéré comme **déviant dans la société hétéro-patriarcale**. Elle permet le **contrôle des corps queers et marginalisés** ainsi que la **légitimation des violences queerphobes**. Si la lutte queer et la lutte contre la psychiatrie sont **intrinsèquement liées**, le problème est moins que l'on soit psychiatisé-e-s en tant que personnes queers mais que **la psychiatrie réduit les personnes à l'état de sous-humains et légitime les traitements les plus atroces**.



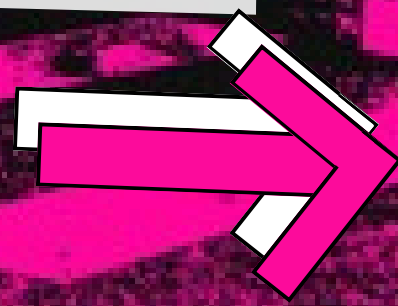
Les luttes queers dans l'ESR

L'Enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) n'est pas une exception à ce contexte : les cas de discriminations, harcèlement, et de violences queerphobes commises par des étudiant-e-s, des enseignant-e-s, ou des membres de l'administration sont encore nombreux.

Le **non-respect du prénom d'usage** est un exemple parmi d'autres des sujets sur lesquels il est nécessaire de se mobiliser dans nos lieux d'études.

Nous continuerons de lutter syndicalement contre les violences envers les étudiant-e-s lesbiennes, gays, bi-e-s, trans, non-binaires, intersexes et autres, sur le **long terme** mais aussi **au quotidien** !

Nous invitons les étudiant-e-s victimes de discriminations à se rapprocher de leur **syndicat Solidaires Étudiant-e-s local**, et de la même façon dans le monde du travail, à se rapprocher des **syndicats professionnels**.

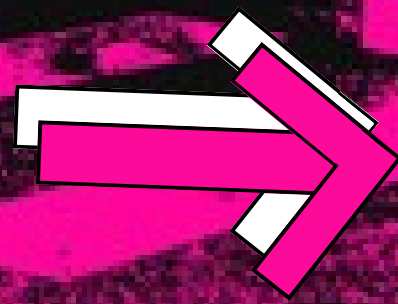


La Pride doit être radicale, intersectionnelle ...

Les luttes pour les droits LGBTQIA+ sont de plus en plus souvent **utilisées à des fins racistes** par l'extrême droite. Le collectif Éros, par exemple, est un groupe homo-nationaliste... et transphobe. De même, la **propagande sioniste** instrumentalise, entre autres, la communauté LGBTQIA+, entre **pinkwashing** et **légitimation du génocide des Palestinien-ne-s**, y compris queers, et pour **discréditer les personnes queers occidentales qui soutiennent le peuple palestinien** face à la colonisation.



Face aux discours anti-transition de genre, certain-e-s se réfugient dans des **rhétoriques transmédicalistes**, **hiérarchisant la légitimité des vécus trans** selon les transitions médicales souhaitées et/ou effectuées. Ce discours renforce également l'**enbyphobie**, discrimination envers les personnes non-binaires, puisqu'il s'appuie sur **des critères essentialisant des genres binaires**.

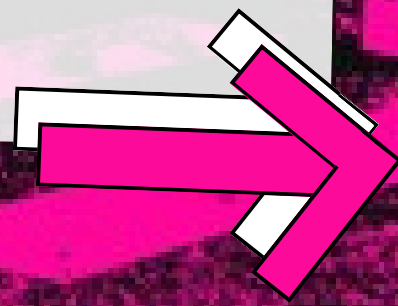


La Pride doit être radicale, intersectionnelle ...

Également, le sujet de la biphobie est souvent considéré comme ne relevant pas d'une oppression à part entière mais simplement d'une expression de l'homophobie. Pourtant, la biphobie **fait partie de la domination hétéropatriarcale**, au même titre que l'homophobie, la transphobie, la misogynie, etc. Concrètement, la biphobie c'est, entre autres, une **exposition** plus accrue par rapport aux autres orientations sexuelles **aux violences** (conjugales et sexuelles) et un **isolement**, notamment **intracommunautaire** avec un impact sur la santé mentale des personnes. Ces violences ne sont pas dûes au hasard et reposent sur des dynamiques propres qui ne dépendent pas de la situation de couple.



Dans la lignée de Stonewall, la Pride doit être radicale, revendicative et intersectionnelle et ne pas effacer les voix les plus marginalisées au profit d'une communauté LGBT lisse et acceptable pour les bourgeois-e-s.



Anticapitaliste et révolutionnaire !

Enfin, nous ne pouvons **pas dissocier les luttes queer de l'anticapitalisme**. Le pouvoir bourgeois veut des **corps rentables** qui produisent de la valeur et des familles nucléaires pour reproduire la main d'œuvre à faible coût. **Il n'a aucun intérêt matériel à faciliter nos transitions et la multitude des formes que prennent nos relations sexuelles et amoureuses**. Si la tentation libérale est forte pour les mouvements LGBT, là n'est **pas la solution**. Car aujourd'hui, ce sont ces mêmes libéraux qui instaurent l'**austérité** que les personnes queers font partie des premières à subir. Et car nous ne voulons pas tant des représentations qu'un **réel changement de nos conditions d'existence**.



Anticapitaliste et révolutionnaire !

Déjà, dans les années 70, les mouvements du **Front d'Action Homosexuel Révolutionnaire** et des **Gouines Rouges** appelaient à **changer la société** et non à y intégrer les personnes LGBTQIA+.

Aujourd'hui, **deux tiers des personnes trans** vivent **sous le seuil de pauvreté** et les personnes queers font face à des **discriminations économiques** (difficultés à trouver un emploi, un logement, etc.) : **il est plus qu'urgent de lutter pour l'abolition du capitalisme** et l'instauration d'un autre système économique où **toutes** peuvent vivre dignement.



Nos revendications pour une pride des luttes

- **Respect par l'ensemble des universités françaises du prénom d'usage**, sur simple demande de l'étudiant-e et que celui-ci figure sur les documents universitaires de son choix
- **La formation du personnel enseignant, administratif et médico-social** présent sur les lieux d'enseignements supérieurs et dans les services du CROUS concernant les enjeux LGBTQIA+
- **La fin de l'enseignement et des pratiques des mutilations** envers les personnes intersexes
- **La fin de la pathologisation de l'homosexualité, de la transidentité et de l'intersexuation** dans les enseignements scientifiques
- Parce que les différents services d'accompagnement et de lutte contre les queerphobies sont sous-dotés, **un investissement massif de l'État dans l'enseignement supérieur et dans tous les services publics**
- Et, parce que les minorités doivent pouvoir être autonomes et indépendantes d'un État qui risque de basculer dans le fascisme, **le renforcement des initiatives d'auto-support communautaire**